



REPUBLIQUE DU TCHAD
UNITE - TRAVAIL - PROGRES

DECLARATION DE S.E.M. MOUSSA FAKI MAHAMAT
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE
L'INTEGRATION AFRICAINE
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
A LA 65^{ème} SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

New York, le 28 Septembre 2009

MISSION PERMANENTE DU TCHAD AUPRES DES NATIONS UNIES
129 EAST 36 STREETS, NEW YORK, N.Y 10016 TEL 212 986 0980

**Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs,**

La délégation tchadienne associe sa voix à celles qui l'ont précédée, pour vous adresser ses chaleureuses félicitations à l'occasion de votre élection à la présidence de la **65^{ème} Session** et vous assurer de sa disponibilité et de sa collaboration dans l'accomplissement de votre haute mission.

Je voudrais également exprimer l'admiration de ma délégation à votre prédécesseur, Son Excellence **Ali Abdelsalam Triki**, qui a su diriger avec talent les travaux de la 64^{ème} Session.

Notre hommage et notre reconnaissance restent constant à notre Secrétaire Général, Son Excellence **Ban Ki Moon**, pour le courage et la passion qu'il met à trouver des solutions aux problèmes de l'Humanité.

Monsieur le Président,

Durant les deux dernières années, le monde entier a déploré et combattu les méfaits des crises financière, alimentaire et énergétique. La coopération internationale qui a sous-tendu cette lutte a été exemplaire et sans précédent.

Mais, si elle a permis de juguler la crise financière dans les pays riches, les pays pauvres continuent de souffrir des méfaits des crises alimentaire et énergétique, auxquelles s'ajoutent les effets néfastes du changement climatique sur leur environnement.

La République du Tchad se félicite que l'**ONU** se focalise sur les défis du développement, en l'occurrence l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement et leur financement, comme l'atteste la Réunion de Haut Niveau qui vient de se tenir sur le sujet.

Mais nous craignons une fois de plus que les pertinentes recommandations issues de cette réunion restent sans effet.

Monsieur le Président,

Notre Organisation et la Communauté Internationale se sont beaucoup préoccupées, ces dernières années, de la crise du Darfour et ses répercussions sur les relations entre le Tchad et le Soudan.

Celles-ci se sont complètement normalisées à la suite de la courageuse décision de Son Excellence **Idriss Deby Itno** de se rendre à Khartoum et de sceller la réconciliation avec son homologue du Soudan, son Excellence **Omar Hassan Ahmat Al Bachir**.

Les deux pays ont décidé, entre autres actions concrètes, de mettre en place une force mixte pour sécuriser leurs frontières communes.

Ces forces patrouillent le long de la frontière entre les deux pays pour y maintenir la sécurité. Des rencontres de haut niveau se tiennent régulièrement pour faire le point de la situation.

Les deux pays se sont également engagés à n'apporter aucun soutien, de quelque nature que ce soit, aux forces rebelles des deux pays, tout en les invitant à déposer les armes et à accepter un règlement politique. Le Gouvernement de la République du Tchad a résolument pris l'option de privilégier la voie du dialogue.

Monsieur le Président,

Si la normalisation des relations intervenue entre les deux Pays est aujourd'hui effective, s'il y a une amorce de dialogue entre le Gouvernement et l'opposition armée au Soudan, la situation au Darfour mérite encore une attention particulière.

Le Tchad, comme l'ensemble de notre Communauté sans doute, rêve de voir la paix s'instaurer au Soudan, qui s'apprête à vivre un événement politique majeur : le referendum sur l'autodétermination du Sud Soudan.

C'est un événement à haut risque si le processus qui y mène n'est pas maîtrisé et si le scrutin n'est pas organisé dans les conditions optimales d'indépendance, de sécurité et de transparence.

Nous craignons que les ratées de ce processus compromettent la paix et la sécurité au Soudan et dans la sous-région. Cette crainte est confortée par l'appel lancé ce matin par l'Archevêque de l'Eglise Episcopale du Soudan, qui s'est dit préoccupé par les risques sérieux de guerre.

En annonçant vouloir faire parvenir ce message aux Nations Unies ainsi qu'aux gouvernements américain et britannique, garant des Accords de paix, l'Archevêque **Daniel BENG** attire notre attention sur l'importance de ces risques. Nous devons tenir compte de cette légitime inquiétude.

En tout état de cause, la Communauté internationale doit savoir que le referendum au Sud Soudan, quelque soit le résultat, ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le reste de l'Afrique.

Mon pays souhaiterait voir préserver l'unité et l'intégrité du Soudan. Mais les Soudanais sont seuls juges de leur devenir et le Tchad respectera leur choix.

Je voudrais rappeler que de l'autre côté de la frontière soudanaise, à l'Est du Tchad, il y a encore 290 000 réfugiés soudanais et 180 000 déplacés tchadiens depuis le déclenchement de la crise du Darfour en 2003.

Ils sont établis dans des conditions environnementales et sociales précaires, sans oublier le sort des populations d'accueil qui mérite également une attention plus accrue afin de rétablir l'équilibre naturel rompu par cet afflux massif des réfugiés et personnes déplacées.

Monsieur le Président,

En prévision du retrait de la Mission des Nations Unies pour la Centrafrique et le Tchad, la **MINURCAT**, le Tchad a pris l'engagement d'assumer par ses propres forces la protection de ces réfugiés et déplacés intérieurs, ainsi que celle du personnel humanitaire, des Nations Unies et du personnel associé.

C'est ainsi qu'en application de la Résolution 1293 du 25 Mai 2010 adoptée par le Conseil de Sécurité, le Gouvernement a élaboré un Plan de pérennisation pour assurer l'appui aux éléments du **Détachement Intégré de Sécurité (DIS)**, qui remplaceront les forces de la **MINURCAT**.

Le DIS, faut-il le rappeler, est une force composée entièrement d'éléments nationaux de la Gendarmerie et de la Police qui a pour mission d'assurer le maintien de l'ordre et le respect de la loi dans les camps des réfugiés, les sites regroupant les personnes déplacées internes et les villes principales de l'Est du pays et d'aider à assurer la sécurité des opérations humanitaires.

Monsieur le Président,

Le respect des obligations sécuritaires et humanitaires au Tchad amène le Gouvernement à faire des efforts financiers de l'ordre de 12 Millions de Dollars par mois, sans compter le coût des opérations de sécurisation de la frontière dans le cadre des forces mixtes tchado-soudanaises.

L'appui logistique de sécurisation et la gestion des besoins de l'espace humanitaire nécessitent la conjugaison des efforts de tous.

Aussi, le Gouvernement entend-il organiser au Tchad dans les prochains jours une concertation avec tous ses partenaires sur le sujet afin de mobiliser les appuis logistiques et financiers nécessaires au DIS.

Nous profitons de cette tribune pour réitérer, une fois de plus, la disponibilité du Gouvernement de la République du Tchad de continuer à coopérer avec les Nations Unies pour toutes les initiatives salutaires de paix et de sécurité à l'Est du Tchad, en République Centrafricaine et au Darfour.

A cet effet, le Tchad se réjouit de la tenue de la réunion sur la **République Centrafricaine**, en marge du Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Nous espérons que cette importante rencontre a permis à la Communauté internationale de comprendre l'ampleur des défis auxquels est confronté ce pays et de l'assister efficacement tant dans l'organisation des prochaines élections que dans le maintien de la paix sur l'ensemble de son territoire.

Nous croyons également qu'avec l'arrêt des incursions armées dans cette zone, le phénomène de recrutement des enfants soldats connaîtra des résultats satisfaisants.

Le Gouvernement a, pour sa part, pris la ferme résolution d'éradiquer ce phénomène, longtemps entretenu par les groupes armés.

C'est fort de cette volonté manifeste que mon pays a abrité en juin dernier, la Conférence Régionale dont l'objet est de « Mettre fin au Recrutement et à l'Utilisation des Enfants par les Forces et Groupes Armée ».

Sa contribution aux côtés de l'Union Africaine et des Nations Unies est totale à cet effet.

Monsieur le Président,

Sur le plan politique national, un climat de confiance règne entre le Gouvernement et l'opposition démocratique depuis la mise en application de l'Accord politique du **13 août 2007**. Ce qui a permis aux différents acteurs politiques de s'entendre sur la conduite du processus électoral en cours dans notre pays.

Une Commission Electorale Nationale Indépendante paritaire chargée d'organiser les différentes consultations électorales locales et nationales a été mise en place et arrêté le calendrier des élections locales, législatives et présidentielles au premier trimestre 2011.

Sur le plan du développement, le pays a consacré 60% des ressources additionnelles de son pétrole dans les secteurs sociaux et des infrastructures de base devant constituer les fondements de son développement socio-économique. Toutefois, les besoins de financement pour les OMD en 2008-2011 font ressortir un gap de plus de 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ces ressources financières nationales restent malheureusement en deçà de nos besoins. Des ressources additionnelles nous sont donc indispensables pour financer notre développement.

C'est pourquoi, nous en appelons au soutien des Institutions financières internationales, notamment la Banque Mondiale, pour l'atteinte du point d'achèvement par rapport à l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés.

En dépit de toutes ces difficultés, le Gouvernement a mis en place une politique sociale basée également sur l'accès gratuit à l'éducation, l'exemption de tous les frais liés à la santé maternelle, aux maladies du VIH/SIDA et au paludisme.

Sur le plan environnemental, le Tchad a pris des mesures fermes de protection de l'environnement, au nombre desquelles l'interdiction de la coupe abusive de bois vert en vue de conserver nos forêts et savanes et de lutter contre la désertification.

En outre, le Tchad a abrité en juin dernier le premier Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, sur la création de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte et son Programme, organisé par les Pays du Sahel.

Cet honneur lui est revenu à cause de son rôle de pionnier dans le domaine du reboisement à grande échelle dans la région. Un programme national dit « ceinture verte » consistant à planter plus de 10 Millions d'arbres par an dans tout le pays a vu le jour en 2009.

Mais, au-delà de l'aspect sous régional, ces programmes s'intègrent parfaitement dans les initiatives de lutte mondiale contre les méfaits des changements climatiques. Ils méritent à ce titre l'appui de la Communauté Internationale.

Le Tchad abritera également en octobre prochain, le 8^{ème} Forum Mondial sur le Développement Durable avec pour thème : **Sauver le Lac Tchad**, ce patrimoine mondial qui est en voie de disparition.

Le Lac Tchad qui a rétréci de 25.000 km² à moins de 2500 km² en quarante ans, est l'exemple type des conséquences désastreuses du changement climatique. Je profite de cette tribune pour inviter toutes les bonnes volontés à participer massivement à ce Forum.

Monsieur le Président,

Sur les questions internationales et par rapport à la recrudescence inquiétante des actions terroristes dans plusieurs régions d'Afrique et dans le monde, nous exprimons notre totale réprobation et notre ferme condamnation face à ces violences gratuites qui mettent en danger la paix et la quiétude de citoyens innocents.

Entre **Israël** et la **Palestine**, notre position reste constante quant au soutien aux efforts de notre Organisation et du Gouvernement des Etats-Unis en vue de l'aboutissement d'un Accord de paix permettant la coexistence pacifique entre deux Etats souverains.

A cet effet, nous soutenons le Président **Barak OBAMA** dans la courageuse démarche qu'il mène en ce moment entre les deux parties et espérons de tout cœur que sa mission soit couronnée de succès.

Monsieur le Président,

Notre monde a considérablement changé au cours de ces vingt dernières années. Les peuples et les États aspirent à plus de bien-être, de liberté et de justice. Notre Organisation commune doit porter ses aspirations qui constituent sa vocation première.

C'est pour cette raison que mon pays vous appelle une fois de plus à engager sans tarder la réforme du **Conseil de Sécurité** en vue d'une intégration de l'Afrique.

La Communauté internationale ne doit pas se satisfaire de cette marginalisation du Continent africain qui a également tant de choses à offrir au monde.

Je vous remercie.